

Expansion des exportations—Loi

Il est bien facile de reprocher au gouvernement le lent accroissement du nombre d'emplois dans le secteur manufacturier, mais il faut tenir compte des faits. Laissez-moi vous donner un exemple. On a parlé d'une aciérie aux États-Unis qui a reçu de l'argent de la Société pour l'expansion des exportations. Personne n'a jamais parlé de la situation de cette compagnie. Peut-être quelques faits à ce sujet réveilleront-ils mes amis du Nouveau parti démocratique.

On dit qu'il s'agit d'un concept unique dans la production de l'acier. Cette mini-aciérie a mis la petite localité de Whitby, en Ontario, très en évidence dans le domaine de l'exportation de technologie canadienne et de la création d'emplois au Canada. Le nom de Whitby dit-il quelque chose aux députés du NPD? Le chef du NPD (M. Broadbent) va-t-il aller dire à Whitby qu'il est contre ce programme de la SEE qui aide une compagnie canadienne locale de sa circonscription? Allez donc dire là-bas que c'est une mauvaise chose.

La Co'Steel International Limited, qui a son siège à Whitby, exploite déjà de petites aciéries au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Elle est en train d'en construire une autre semblable à Perth Amboy, New Jersey. Tout le matériel sera construit au Canada et nous procurera au moins 1,350 années-hommes d'emploi réparties dans 130 entreprises à travers le pays.

M. Hogan: Nommez-les.

M. Anderson: Je le peux si vous le voulez.

M. Hogan: Allez-y.

M. Anderson: J'en ai la liste. Au cours d'une brève cérémonie... je n'entrerai pas dans les détails de cette réunion. La Raritan River Steel Company du New Jersey, filiale de la Co'Steel, exploitera l'établissement qui doit commencer à produire en 1979. On y a aménagé des installations de fonte et un laminoir. Ce dernier utilisera des billettes produites par un fourneau à arc électrique ainsi qu'un fourneau à coulée permanente. La production prévue, soit 450,000 tonnes par an, approvisionnera les industries de tiges d'acier, de tréfilerie et de matériel de fixation situées le long de la côte américaine, du Maine à la Floride. Depuis toujours, ce marché est approvisionné par le Canada.

En dépit de la forte concurrence des États-Unis, de l'Allemagne, du Royaume Uni et du Japon, le Canada est certain de pouvoir fournir l'équipement nécessaire à cet établissement. Quelque 130 petites et grandes entreprises canadiennes d'ingénierie, de métallurgie et de matériel électrique fourniront l'équipement, les fournitures et les services à l'usine de Perth Amboy.

Chose intéressante, la production de cette usine ne concurrencera pas les produits canadiens. En second lieu, avec ou sans la participation de la SEE, l'entreprise aurait démarré quand même. La seule question est de savoir si Whitby aurait été l'emplacement choisi. Peut-être aurait-elle été implantée aux États-Unis. Je demanderais aux néo-démocrates d'aller à Whitby pour tenter de convaincre les gens que la SEE leur a

enlevé des emplois. Je pense qu'ils seraient tournés en ridicule. Je suis certain que le chef des néo-démocrates n'ira pas à Whitby pour proclamer: A bas la SEE! On peut bien le faire ailleurs au Canada, mais je suis certain qu'il n'ira pas le faire dans sa propre circonscription, car ce serait de la pure folie.

Un député du NPD m'a demandé de nommer certaines des compagnies en cause. J'en nommerai quelques-unes s'il le désire et s'il en a le temps. J'ai la liste sous les yeux. Il y a notamment la Co'Steel International Limited, située au 1601 Hopkins, à Whitby, en Ontario, et le montant du prêt est de 47 millions de dollars. Les fournisseurs comprennent la Provincial Crane Division of Dominion Bridge Company Limited, de Niagara Falls, qui fournira des grues d'une valeur de 2.6 millions de dollars; la Lake Ontario Steel Company, de Whitby, qui fournira de l'acier d'armature d'une valeur de \$461,000; la Canadian General Electric, de Scarborough, qui fournira des moteurs de commande principale à courant continu d'une valeur de \$1,780,000 et créera 77 années-hommes de travail; la Whiting Equipment Limited, de Welland, qui fournira un four à arc électrique d'une valeur de \$1,520,000; la Concast Canada Limited, de Montréal, qui fournira une machine de moulage au coût de \$2,230,000; et la Brown Boveri Canada Limited, de Pointe-Claire, qui fournira des systèmes et des commandes électriques d'une valeur de \$1,730,000 et qui créera 54 années-hommes de travail. Monsieur l'Orateur, j'estime que ce sont des preuves suffisantes.

Que serait-il arrivé si cette usine avait été financée par les États-Unis, le Japon ou le Royaume-Uni? A mon avis, les emplois qui ont été créés au Canada par les diverses sociétés que j'ai mentionnées n'existeraient certainement pas. Ces emplois n'auraient pas été créés. Nous devons accepter les faits et nous rendre compte que si nous voulons livrer concurrence sur les marchés mondiaux, il y aura des cas où les produits fabriqués par les sociétés que nous aidons feront concurrence à des produits canadiens, que ces produits soient fabriqués en Pologne, en Indonésie ou ailleurs. C'est un fait et nous devons nous en rendre compte. Ces projets iront de l'avant avec ou sans l'aide du Canada, et c'est à nous de décider si nous voulons profiter de certaines des années-hommes d'emploi que nécessitera le projet, ou si nous préférons ne pas participer à ce projet parce qu'il pourrait concurrencer nos propres produits. A mon avis, ce serait désastreux.

Nous n'avons pas le choix. Il s'agit simplement de décider si le Canada participera à certains projets et si des emplois seront créés à cause de cette participation. Il est tout à fait ridicule de prétendre que ces programmes de financement réduisent le nombre d'emplois au Canada. Cela crée peut-être une certaine concurrence pour les produits canadiens, mais si le Canada ne participait pas à ces projets, cette concurrence viendrait alors du Japon, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Leurs usines fabriqueraient le matériel. Il faut en prendre notre parti ou nous prendre pour des économistes minables—comme nos amis d'en face.